

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

POUR UNE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée. » V. HUGO

N° 1235

JUILLET 2024

SOMMAIRE

• AU FIL DES JOURS

page 2 **Yohann GRELIER** évoque la situation du dollar américain.

• ÉDITORIAL

page 3 *La politique et le chaos*

Yohann GRELIER fait un état des lieux politique de cette année électorale.

• RÉFLEXION

page 4 *Démocratie vs. capitalisme*

François CHATEL envisage les conséquences du système capitaliste sur le devenir de l'humain.

• DOSSIER

page 12 *Les partis politiques*

François CHATEL analyse l'organisation de notre société et le maintien du pouvoir en place.

• COURRIER DES LECTEURS

page 13

VERS LA FIN DE L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR

Après 50 ans d'application en faveur du dollar américain, l'Arabie Saoudite a mis fin à un accord avec les États-Unis d'Amérique⁽¹⁾. Cet accord impliquait un cours du pétrole Saoudien fixé en dollars, les recettes des ventes en dollar devaient être investies en bons du Trésor américain contre une protection militaire. L'Arabie Saoudite ouvre ses échanges commerciaux à d'autres devises.

Une diminution de la demande en bons du Trésor, voire une remise en vente sur les marchés, pourrait notamment impliquer un dévaluation du dollar, et une inflation croissante. Le Japon et la Chine sont les États étrangers qui détiennent la plus grande quantité des bons du Trésor américain, mais le Royaume-Uni les rattrape (en milliards de dollars):

- Avril 2024:
Japon 1150; Chine 770;
Royaume-Uni 710;...France: 276;
Arabie Saoudite: 135,
- Janvier 2022:
Japon 1300; Chine 1033;
Royaume-Uni 610;...France: 232;
Arabie Saoudite: 119,
- Mars 2015 :
Japon 1224; Chine 1261;
Royaume-Uni 190;...France: 80;
Arabie Saoudite: 102,
- Août 2007:
Japon 591; Chine 467; Royaume-Uni 119; ... France: <10;
Arabie Saoudite: [non précisé].⁽²⁾



Ces pays n'ont pas intérêt à ce que le dollar s'effondre trop rapidement, au risque de perdre la valeur de ce qu'ils ont acquis... La détention de cette dette par les États ne les empêche pas de s'affranchir de plus en plus du dollar américain pour leurs échanges commerciaux. Les BRICS⁽³⁾ augmentent leurs échanges commerciaux en devises nationales, et travaillent à un système d'échange monétaire indépendant du dollar⁽⁴⁾.

La confiance en l'économie américaine, qui représentait fin 2022 58% des réserves mondiales (20% pour l'euro)⁽⁵⁾, semble s'éroder, annonçant un ajustement de l'équilibre économique mondial. En effet, certains pays rapatrient en 2024 leur or stocké: l'Arabie Saoudite, le Nigéria, le Ghana, le Cameroun, le Sénégal, l'Algérie, l'Égypte, l'Afrique du Sud, c'est-à-dire les pays du continent disposant des réserves les plus significatives⁽⁶⁾.

Pendant ce temps, depuis quelques années, des États américains légalisent de nouveau l'or et l'argent comme monnaie légale: le Wyoming, l'Oklahoma, l'Utah et l'Arkansas. Ces outils monétaires sont en même temps détaxés. 19 autres États travaillent dans la même perspective⁽⁵⁾.

Yohann GRELIER

INQUIÉTUDE SUR LA SANTÉ MENTALE DE JOE BIDEN



⁽¹⁾ <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.34X44N4>

⁽²⁾ https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/slt_table5.html
<https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/mfhhis01.txt>

⁽³⁾ Groupement de neuf pays (représentant près de la moitié de la population mondiale), travaillant à un multilatéralisme et à la coopération des États souverains, afin de maintenir la paix et la sécurité : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran. Une vingtaine d'autres pays sont candidats pour intégrer les sommets et les projets mutualisés.

⁽⁴⁾ <https://fr.sputniknews.africa/20240712/brics-vers-un-systeme-independant-du-swift-et-du-dollar-qui-garantira-la-fluidite-des-echanges-1067478774.html>

⁽⁵⁾ <https://www.oxfordgoldgroup.com/news/23-u-s-states-move-to-recognize-gold-and-silver-as-legal-tenders/>

⁽⁶⁾ <https://houstonpost.org/2024/04/24/african-and-middle-eastern-nations-withdraw-gold-reserves-amid-american-economic-concerns/>

La politique et le chaos

Cette année d'élections est particulièrement animée. Les élections européennes n'ont pas changé la dynamique de l'Union: Ursula Von der Leyen a été de nouveau proposée par les dirigeants des 27 à la présidence de la Commission Européenne⁽¹⁾, malgré ses "négociations" par SMS pour l'achat des doses Pfizer pour COVID-19 à hauteur de 36 milliards d'euros⁽²⁾, ou encore son discours guerrier en soutien à Volodymyr Zelenski, quoi qu'il en coûte à l'Union, ou aux Ukrainiens d'ailleurs. Qu'elle soit confirmée ou non par le Parlement européen, l'oligarchie continuera à tenter de conserver ses privilèges.

Dans la foulée des élections européennes, notre président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, pour des raisons encore assez incomprises, dans le délai le plus court défini par la Constitution⁽³⁾. Le résultat est une assemblée divisée dans des tractations, négociations et surtout constituée de groupes figés dans leur idéologie. Loin de l'intérêt général, les groupes parlementaires seront capables de voter contre une loi qui irait dans l'intérêt commun, uniquement par principe car proposé par le camp adverse... ou comment montrer l'exemple à ses concitoyens pour débattre, écouter, dans la bienveillance, se concentrer sur les idées et non s'attaquer aux personnes, aux alliances. Sur ce sujet, François Chatel nous propose dans ce numéro un article mettant en perspective les partis politiques, et la démocratie au sens originel.

Pendant ce temps-là, le seul représentant européen à passer véritablement à l'action pour la paix en Ukraine est Viktor Orban, à l'occasion de sa prise de la présidence du Conseil de l'Union. En effet, depuis le 1^{er} juillet, il a rencontré les parties en conflit et des pays influents: le 2 juillet 2024 Volodymyr Zelensky à Kiev, le 5 juillet



Nuages au-dessus des océans depuis l'espace.
(@Fiodor Iourtchikhine, Agence spatiale russe)

Vladimir Poutine à Moscou, le 8 juillet Xi Jinping à Pékin, le 11 juillet l'ancien président américain Donald Trump en Floride. Ne serait-ce pas de la part de ce politicien positionné à l'extrême droite, ce qu'on attendrait de la diplomatie française, de rencontrer les acteurs majeurs et travailler à l'apaisement, plutôt que d'entretenir le conflit?

Et que penser de l'arrivée des élections américaines? Entre le débat télévisé entre les deux favoris Donald Trump et Joseph Biden, qui a montré le président en exercice en difficulté pour terminer ses phrases — sénile? —, au point que le *New York Times* l'a appelé à se retirer de la course⁽⁴⁾, et la tentative d'assassinat en plein meeting de Donald Trump?

Dans ce chaos politique, nous ne pouvons qu'espérer que des structures harmonieuses puissent émerger. C'est le cas dans la nature, grâce à des processus d'auto-organisation. Pourquoi pas dans les structures sociales humaines? Dans ces conditions, François Chatel continue dans ce numéro ses réflexions sur la démocratie, cette fois face au capitalisme, démontrant ainsi la nécessité de construire un monde différent.

Yohann GRELIER



Fractale, objet mathématique qui présente une structure similaire à toutes les échelles.
(@Florian Champourlier, Wikimedia Commons)

⁽¹⁾ <https://www.lopinion.fr/international/commission-europeenne-les-eurodeputes-voteront-sur-la-reconduction-dursula-von-der-leyen-le-18-juillet>

⁽²⁾ <https://www.marianne.net/politique/pfizergate-et-sms-tout-comprendre-a-laffaire-qui-menace-ursula-von-der-leyen>

⁽³⁾ L'article 12 de la constitution stipule que « Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution. »

⁽⁴⁾ https://www.liberation.fr/international/amerique/election-americaine-le-new-york-times-appelle-biden-a-se-retirer-je-peux-faire-le-boulot-assure-le-president-20240629_PPUF05DBRVA7LAESZSBSVAXNRI/

L'essence du capitalisme est-elle compatible avec le fonctionnement d'une société bienveillante ? Le capitalisme aurait permis le progrès par la motivation du profit et l'intérêt individuel, mais ne serions-nous pas arrivés à un seuil de décadence civilisationnelle ? La vigilance collective ne devrait-elle pas s'organiser, s'outiller, pour permettre une reprise en main des grands enjeux pour notre avenir ?

Démocratie vs. Capitalisme

POURQUOI LA DÉMOCRATIE ?

Contrairement à ce qui est admis, la démocratie n'a pas pour origine la Grèce antique, car elle a existé partout dans le monde et à toutes les époques, depuis l'histoire la plus reculée. Depuis 7000 ans avant J.-C., des cités sont apparues en Anatolie centrale, dans l'actuelle Turquie, des Carpates au fleuve Dniepr, de la Roumanie à l'Ukraine actuelles, en Mésopotamie, sur les rives du fleuve Indus, entre le Pakistan et l'Inde, aux abords de la Mongolie, au Mexique, citées gérées de façon démocratique selon les résultats des recherches effectuées par les anthropologues et les archéologues⁽¹⁾. L'attribution de l'invention de la démocratie aux Grecs, considérés comme les pères de la civilisation occidentale, serait due à la volonté de ceux, en France et aux États-Unis, qui tenaient à affirmer la suprématie de leur civilisation sur toutes les autres et notamment sur la confédération iroquoise, découverte par des aventuriers, et dont la culture et les mœurs avaient acquis une grande réputation en Amérique et jusqu'en Europe.

Remettons les choses à l'endroit. Comme rappelé dans des articles précédents, le mot *démocratie* se rapporte à la véritable démocratie, celle qui est directe, c'est-à-dire celle qui attribue le vote des lois au peuple et non à des représentants même élus.

La démocratie est le moyen politique pour les citoyens de protéger les libertés primordiales contre toute tyrannie exercée par une personne ou un groupe. C'est pourquoi fut mis en application l'ostracisme dans la Grèce antique, vote par lequel l'ecclésià (l'assemblée des citoyens) prononçait le bannissement, mesure d'éloignement

politique qui permettait d'écarter pendant dix ans un citoyen influent soupçonné d'aspirer au pouvoir personnel. Toute démocratie implique aussi un système politique où les citoyens partagent l'égalité des droits. Que l'on soit intellectuel, chef d'entreprise, ouvrier ou paysan, les responsabilités sont ouvertes à tous, et chacun a par le vote, le même poids pour accepter ou rejeter des propositions politiques. D'après Thucydide, Périclès avait insisté sur cette idée essentielle de jugement du peuple : « Bien que rares soient les gens capables de concevoir un projet politique, nous sommes néanmoins tous à même de le juger ».



Mœurs des sauvages américains comparées aux mœurs des premiers temps, vol. 2. Paris, Saugrin l'Aîné, 1724, Planche 15. Joseph-François Lafitau

⁽¹⁾ François Chatel, *Tout est possible*, GRN°1231, juin 2023 et GRN°1232, octobre 2023

La démocratie peut toujours se trouver remise en question lors de situations exceptionnelles comme la guerre, une catastrophe naturelle, une épidémie, etc. et laisser s'installer un totalitarisme accepté si la peur est maintenue avec une propagande adéquate. La démocratie est donc un idéal qu'il faut constamment protéger, reconquérir, afin de maintenir la paix sociale, le bien-être partagé, les libertés individuelles et l'égalité sociale. Toute démocratie doit disposer de lois et de procédures permettant aux citoyens de changer de gouvernement ou de projets politiques légalement, c'est-à-dire sans avoir besoin de recourir à la violence. Il faut souligner que depuis des millénaires, les peuples ont préféré le consensus plutôt que la majorité, car celle-ci peut imposer sa domination sur la minorité.

Pierre Clastres souligne l'existence de ces sociétés primitives aux institutions politiques qui intentionnellement établissent et préservent la liberté et l'égalité des membres de la communauté, qu'il dénomme "sociétés contre l'État"⁽²⁾. Ainsi, le chef (appellation occidentale) y incarne le pouvoir politique de la communauté mais il ne peut exercer aucune coercition (il ne peut pas donner d'ordre) car il ne dispose pas de la force physique mais de la force de persuasion. Son rôle essentiel est d'une part, d'apaiser les conflits entre les membres de la communauté et, d'autre part, de leur rappeler les lois de la société. Selon Clastres, c'est la société en son entier qui exerce le pouvoir et transmet cette institution de la politique à chaque nouveau membre de la communauté.

Dans nos sociétés actuelles, le pouvoir est détenu par des chefs suprêmes qui dirigent des subordonnés à leur service. Ces derniers ont constitué un État qui s'est accaparé la violence légitime, afin de protéger et répandre la parole unique émise par les chefs suprêmes. Il rassemble en son pouvoir, le législatif, l'exécutif, le judiciaire et bientôt l'ensemble de la communication afin de maîtriser le peuple dans une relation "suggestion-obéissance", une forme de domination sous l'apparence de libertés dirigées par le chantage répressif. L'organisation en classes sociales permet à l'État de créer des dissensions au sein du peuple afin de mieux le maîtriser et de justifier l'emploi de sa police. Bien que le pouvoir semble s'exercer par l'économie et la finance, comme le prétend le marxisme, le capitalisme ne résulte que d'un choix politique et de mystifications idéologiques.

L'appropriation des lois par le peuple et la réécriture par celui-ci de la Constitution seraient

bien utiles aujourd'hui face à une dérive gouvernementale qui nous éloigne progressivement des valeurs démocratiques et dirige notre nation et le monde vers un système politique universel autoritaire. Car l'objectif primordial consiste à favoriser les transactions financières et marchandes des grandes entreprises au sein d'un marché mondial concurrentiel et exsangue. D'où la mise en place d'une stratégie hégémonique à l'échelle mondiale dont les objectifs poursuivis restent l'accaparement des ressources planétaires, le gain de territoires à débouchés marchands, l'affaiblissement des concurrents par des sanctions économiques, des répressions guerrières, de la corruption et autres stratagèmes. Les gouvernements se sont mis au service de l'oligarchie dominante dont les intérêts s'étendent au niveau mondial. D'où le besoin de maîtriser les peuples nationaux, de les amener à l'uniformité de la pensée, de les contraindre à obéir aux directives imposées. Ainsi fleurissent des agences internationales soumises à aucun contrôle démocratique, dont les missions et les moyens d'action n'ont jamais été entérinés par les peuples: FMI, OMC, Banque Centrale Européenne, Commission Européenne, Conseil d'État. Leurs pouvoirs s'élargissent et deviennent prépondérants sur l'ensemble des contre-pouvoirs qui, eux, subissent un affaiblissement sans précédent. Les bourgeois, après avoir réussi à renverser l'ordre dominant antérieur constitué de la monarchie et du clergé, ont imposé un nouvel ordre à leur avantage qui élève la technoscience au rang de nouvelle religion et qui enferme les populations dans un utilitarisme réducteur sapant l'ensemble des relations sociales. L'humanité ne s'est libérée de la tyrannie des religions révélées (et encore pas sur l'ensemble de la planète) que pour se mettre au service de l'idéologie capitaliste. Ainsi, les problèmes sociétaux ne pourraient trouver de solutions que par l'emploi de technologies favorables aux profits des capitalistes. Contre le COVID-19 un pseudo-vaccin fut quasiment imposé; contre le réchauffement climatique il s'agit d'obliger la mise en place des énergies renouvelables et des voitures électriques; pour favoriser le complexe militaro-industriel on fomenté et déclare des guerres dont on persuade les peuples de leur légitimité; contre l'insécurité entretenue sont mis en place des moyens de surveillance technologiques de la population.

Afin de soustraire l'économie au pouvoir politique, il a suffi à l'oligarchie de lui attribuer des lois soi-disant d'origine naturelle, origine qui n'a jamais été démontrée. Adam Smith, partisan d'un

⁽²⁾ Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Éditions de minuit

- • • individualisme total, a prononcé ce principe fondateur du capitalisme qui stipule que la somme des intérêts particuliers rejoint l'intérêt général et que c'est en pensant à son propre bien-être que l'on contribue le mieux au bien-être collectif. Il disait que chacun votera selon ses impératifs et ce sera très bien ainsi. Or, ce principe ne peut être scientifiquement établi et de toute façon, l'expérience montre qu'il ne fonctionne pas. Il s'agit en fait d'une simple prise de position idéologique.

Le capitalisme utilise une vision pessimiste de l'être humain en prétendant qu'il ne saurait agir que poussé par des motifs exclusivement égoïstes et individualistes. Cette conception oublie que dans ces conditions l'humain n'aurait pas survécu durant des centaines de milliers d'années et que c'est grâce aux liens sociaux que l'humanité existe encore et s'est même développée.

Afin de faire taire toute contestation contre l'autoritarisme appliqué en faveur de la mondialisation économique et de la généralisation du capitalisme, l'oligarchie s'est emparée des médias, de la production cinématographique, de la publicité, et désormais de l'Internet pour inculquer l'idéologie de la consommation matérialiste à toutes les générations. Information uniforme répétée par les médias autorisés, censures des médias d'opposition, dénigrement mensongers et sanctions à l'encontre des contradicteurs à la compétence avérée, débats télévisés tendancieux, films et séries servant de supports aux messages autorisés, programmes télévisuels orientés, temps de paroles déséquilibrés en faveur des formations politiques et des candidats "choisis", publicités infantilisantes et suggérant une vision "souhaitée" des comportements sociétaux, etc. Les médias dominants utilisent des procédés étudiés pour taire un fait ou le déformer avec l'aide d'experts corrompus qui, avançant des arguments pseudo-scientifiques, s'ingénient à faire apparaître comme une vérité première ce qui n'est qu'une prise de position idéologique, ou bien à noyer un événement majeur sous un flot d'informations sans importance (faits divers, résultats sportifs, météo, etc.) de façon à le discréditer. Tout discours opposé est systématiquement réduit au silence ou diabolisé. Ainsi Cornélius Castoriadis pouvait-il affirmer : *«le pire ennemi de la vérité n'est pas le mensonge mais l'insignifiance»*. La propagande réalise un véritable formatage des esprits qui, allié à des comportements de "servitude volontaire" toujours latents chez les populations dominées, rend difficile toute contestation du système en place.

Internet comme nous allons le voir est contrôlé, surveillé, voire sanctionné, proportionnellement à sa capacité de contre-pouvoir.

Les Dominés sont bien souvent inconscients de cette dictature qui s'installe insidieusement avec les structures d'une démocratie qui peu à peu sont inactivées et inopérantes. Albert Camus décrit parfaitement cette situation dans son roman *La Chute* : *«La servitude, souriante de préférence, est donc inévitable. Mais nous ne devons pas la reconnaître. Celui qui souhaite avoir des esclaves, ne vaut-il pas mieux qu'il les appelle hommes libres ? Pour le principe d'abord, et puis pour ne pas les désespérer. De cette manière, ils continueront de sourire et nous garderons notre bonne conscience»*.

Le capitalisme bénéficie d'une protection assurée par des régimes dictatoriaux, plus ou moins bien maquillés en démocratie. Ainsi la Chine, dans laquelle la population soumise participe au marché capitaliste tout en étant privée de liberté politique, pourrait préfigurer la société capitaliste mondiale de demain. Partout, le pouvoir d'une oligarchie composée de grandes multinationales et de puissants établissements financiers se substitue aux pouvoirs politiques⁽³⁾. C'est un coup d'État sournois et permanent dont témoigne une déclaration, en 1999, de David Rockefeller le fondateur du "Groupe de Bidelberg", un puissant groupe de pression patronal international : *«Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire»*. Ainsi, certains des plus puissants lobbies comme l'UNICE⁽⁴⁾ (le "MEDEF" européen), ou l'European Round Table (ERT) qui regroupe des multinationales comme Total, Nestlé, Siemens, Volvo..., ont accès aux structures décisionnelles de l'UE. Même l'ONU est gangrénée par la pression des multinationales qui tentent de créer un partenariat avec l'organisation afin de prendre le contrôle des recommandations émises. La création du G8 qui, regroupant les principales puissances de la planète, permet également de gérer les affaires du monde en court-circuitant l'ONU, malgré son absence totale de légitimité.

LA DÉMOCRATIE, UN IDÉAL

Certes, pour les peuples, la démocratie est un idéal à atteindre et à faire vivre, mais certaines conditions restent indispensables pour y parvenir. Elle demande un individu épris de liberté, c'est-à-dire parvenu à la maturité mentale et psychique

⁽³⁾ Voir par exemple : Bernard Blavette, *Les lobbies contre la démocratie*, GR N°1095, février 2009

⁽⁴⁾ L'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe

que l'on peut nommer autonomie. Rien à voir avec l'individualisme, attitude normale pour un enfant ou un préadolescent, état d'esprit souhaité par le capitalisme dans un objectif de domination des besoins et de soumission consentie aux règles propices au profit des oligarques. Le capitalisme, au travers de son bras armé la technologie, ne nous apporte aucune autonomie, mais de l'autarcie de façade car la dépendance est totale envers le système dominant. Cet enfermement dans l'individualisme empêche l'expression de notre potentiel à s'accomplir au sein de communautés en les faisant vivre et s'épanouir⁽⁵⁾.

Comme l'exprime Castoriadis: «*Le véritable citoyen ne peut acquérir l'autonomie nécessaire que par une éducation appropriée par une communauté consciente d'éviter toute hétéronomie. La prise de conscience par chacun de son appartenance sociale, de son intérêt à coopérer pour atteindre la meilleure situation de bien-être pour le cours de sa vie, l'amène à comprendre l'obligation de l'égalité et de choisir d'abandonner une partie de son indépendance pour se soumettre à des lois, les mêmes pour tous, dont l'élaboration est le produit de l'opinion de tous*». De même, selon Hannah Arendt: «*Il faut dépasser l'opposition, longuement entretenue, entre individuel et collectif et prendre conscience que l'autonomie n'est pas indépendance mais interdépendance, parce qu'on a besoin des autres pour être reconnu, pour être soi*». Et enfin, selon Élysée Reclus: «*Si je travaille à m'appartenir, c'est pour me donner, et si je tiens à être fort, c'est pour me dévouer pleinement; ayant tout reçu des autres, je tiens à leur rendre tout*». L'autonomie moderne, c'est ce stade de l'interdépendance où la personne se place dans une logique de coopération, de réciprocité ou encore de co-création⁽⁶⁾.

La démocratie réelle, non pas son ersatz actuel, ne peut s'instituer en l'absence d'individus, de citoyens suffisamment autonomes, c'est-à-dire conscients de leur responsabilité sociale et du don nécessaire de leur personne pour contribuer au bien de tous, en raison d'une dette qu'ils ont envers la société qui leur permet de bénéficier de biens et services correspondant à leurs besoins personnels. L'acquisition de cette autonomie individuelle nécessaire, en particulier par l'individu occidental, est conditionnée par l'abandon de tout esprit de conquête, de domination, d'exploitation de tous les autres peuples et de la nature, abandon difficile car il représente un apport de profits et de gratifications⁽⁷⁾.

L'art du débat contradictoire, clé de la démocratie, durant lequel l'autonomie individuelle sert à affirmer ses idées et à les argumenter clairement, ainsi que l'altruisme, l'humanité, vont guider les échanges vers le compromis tout en maintenant primordial l'intérêt général pour parvenir au consensus et au vote à l'unanimité. Vouloir la démocratie pour lutter contre toute tyrannie est une démarche louable, qui montre un besoin de libération et de volonté de responsabilisation de chaque citoyen vis-à-vis de la gestion des communs. Cependant, l'absence d'exercice de la démocratie depuis la Grèce antique c'est-à-dire 2500 ans, et le martelage des esprits par une propagande individualiste servant les intérêts privés, représentent des obstacles importants, non insurmontables, mais qui vont demander l'application d'une thérapie adéquate afin que les actuels et futurs citoyens se débarrassent de valeurs perverses et néfastes. Vivre en coopération⁽⁸⁾ pour le respect des individus et des biens communs⁽⁹⁾ demande

⁽⁵⁾ François Chatel, *Liberté ou autonomie*, GR N°1218, juillet 2020

⁽⁶⁾ ibidem

⁽⁷⁾ François Chatel, *Vite un psy*, GR N°1199, juillet 2018

⁽⁸⁾ François Chatel, *De la coopération*, GR

N°1141, avril 2013

⁽⁹⁾ François Chatel, *Les communs*, GR N°1209, juin 2019

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant le numéro d'échéance de leur abonnement: nous l'indiquons sur l'enveloppe d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève, nous avons besoin de votre soutien !

S. Ghenai 45€ - A. Stourm 23€ - S. Maloberti 10€ - C. Bobillier 3€ - J. Chef d'homme 42€ - C. Robert 19€ - B. Heron 28€ - D. Provenzano 73€ - Merci !

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le recevoir et à le diffuser.

- • • une formation propice dont les occidentaux en particulier ont besoin pour dépasser les valeurs infantiles dont ils ont été abreuvés : la cupidité, la méritocratie⁽¹⁰⁾, l'esprit de compétition, la recherche de pouvoir, la réussite financière et matérialiste, le consumérisme et le mythe du travail, le complexe d'infériorité vis-à-vis des professionnels de la politique à propos de la proposition et l'admission des lois, l'attraction envers l'irresponsabilité et la soumission par confort ou par peur de l'engagement, le manque de confiance en soi pour exposer des idées et les défendre.

Aspirer à la véritable démocratie directe, ce système politique dans lequel le peuple possède le pouvoir législatif, où l'État est représenté seulement par l'exécutif, c'est-à-dire un organisme qui s'occupe de la réalisation des projets votés par les citoyens, et où le système juridique est indépendant pour l'application des lois rédigées et votées par le peuple, demande d'y mettre les moyens intellectuels et organisationnels nécessaires.

Hannah Arendt affirme que l'humain est un *animal politique*. Il a été dépossédé de cette capacité. Afin que chaque citoyen retrouve un accès facilité à la pratique de la politique, que ce soit au niveau des assemblées de quartier, du département, de la région ou de la nation, en cas de désignation par tirage au sort des représentants, un équilibre entre la vie professionnelle, familiale, individuelle et politique reste à organiser. Cette organisation à mettre en œuvre ne pourra l'être si le système de production de biens et services reste aux mains du domaine privé, qui a tout intérêt à faire travailler les citoyens au maximum pour en tirer profit et pouvoir. Comble de la malice, les dominants sont parvenus à tromper les citoyens en leur faisant croire qu'ils détenaient un pouvoir sur l'orientation politique par l'élection⁽¹¹⁾, alors qu'elle ne sert qu'à nommer des maîtres qui s'empresseront de dénoncer leurs promesses et surtout de ne pas remettre en question le système économique et politique en vigueur. L'ensemble des lois et notamment celles qui figurent dans la Constitution actuelle ne font qu'éloigner les citoyens des décisions politiques et sociales, protection doublée par l'application d'une propagande appropriée de dévalorisation des capacités de chaque citoyen. Il nous faut conquérir notre rôle de citoyen à part entière.

L'individualisme dans lequel les possédants nous maintiennent représente une entrave à la

maturité, une prison de l'esprit afin de nous maintenir vulnérables comme des enfants pour lesquels les directives sociétales remplacent celles des parents ou de toute autorité. Ils nous maintiennent dans un environnement informationnel favorable à leurs prérogatives. Ils enferment nos corps et nos esprits dans un monde infantile où les jouets, les jeux et les sucreries abondent et auxquels l'addiction nous rend esclaves des moyens pour se les approprier, moyens sur lesquels ils exercent un pouvoir absolu de façon à utiliser la peur du manque à souhait.

UNE NOUVELLE ORGANISATION

D'après Condorcet : « *le facteur essentiel de la structure sociale se trouve dans la possibilité pour chaque individu de participer également à la confection des lois* »⁽¹²⁾.

Toute société qui se veut réellement démocratique, doit s'organiser de façon à maîtriser les problèmes liés à l'étendue géographique d'une nation, à l'importance de sa population, à la compétence de cette population, et à son degré d'engagement et de responsabilité vis-à-vis des biens communs. L'outil capable de résoudre ces problèmes s'appelle la *convention citoyenne*, qui démontre même sa supériorité indiscutable sur le recueil de la somme des opinions particulières. Elle représente un processus participatif et décisionnel qui peut s'appliquer à plusieurs domaines de la gestion collective : la gestion municipale, régionale et nationale, la gestion des services publics, la gestion des entreprises, les grands problèmes de société, les orientations de la recherche scientifique et technologique, les questions écologiques, les projets d'aménagement du territoire, les relations avec les autres nations, les institutions internationales et notamment l'ONU, etc.

Dans ce cas, dès qu'une proposition de loi, d'initiative, de projet est soutenue par un certain nombre de citoyens selon le territoire concerné, elle est soumise à référendum ou fait l'objet d'une convention de citoyens, auxquels la décision appartient. Ainsi, ce que nous nommons État aujourd'hui serait réduit à une instance à laquelle reviendrait le rôle de l'exécutif, de l'application et la mise en œuvre des décisions prises par les citoyens. Cet exécutif formé de fonctionnaires experts se retrouverait au niveau communal,

⁽¹⁰⁾ François Chatel, *Le mérite se mérite-t-il ?*, GR N°1168, octobre 2015

⁽¹¹⁾ François Chatel, *Les élections, du pain rassis pour les pigeons*, GR N°1225, avril 2022

⁽¹²⁾ Condorcet (Jean-Antoine-Nicolas de Caritat), *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix*, Paris, Imprimerie Royale, 1785

régional, national, etc. Ils seraient sous le contrôle d'une assemblée citoyenne composée de membres tirés au sort dont les mandats seraient courts. Même organisation pour le système judiciaire.

Jacques Testart explique l'organisation des conventions de citoyens dans une présentation vidéo⁽¹³⁾, et surtout du comportement particulier des citoyens tirés au sort qui participent à ces conventions, seul moyen, selon lui, de définir le bien commun hors de toute influence des lobbies. Les personnes impliquées dans le processus participatif — qui sont souvent des individus à qui l'on n'a jamais donné l'opportunité de s'exprimer et d'influer sur les problèmes relatifs à la gestion de la "cité" —, prennent soudain leur rôle très au sérieux et deviennent capables de faire passer l'intérêt général avant leur propre intérêt particulier. Ce que proposent les gens, placés en situation de responsabilité, dans les conventions de citoyens, c'est la solidarité plutôt que la compétitivité, la communauté de l'espèce humaine plutôt que le chauvinisme, le souci de l'environnement plutôt que la croissance, l'épanouissement au présent et pour les générations futures plutôt que le productivisme aveugle.

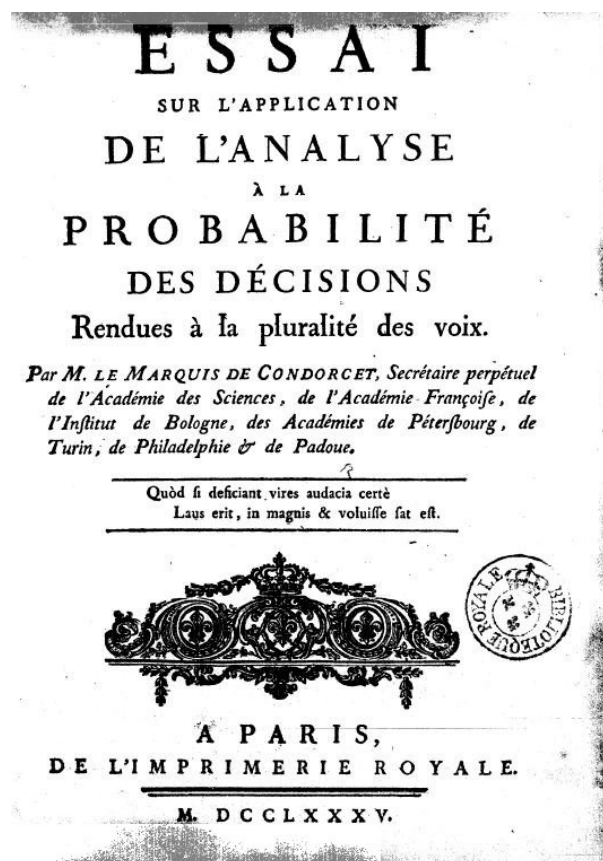
La convention de citoyens favorise les choix qui contribuent au bien commun. Elle émet une opinion éclairée, obtenue à partir de débats contradictoires qui renseignent sur le nombre d'accords et de désaccords concernant telle ou

telle proposition. Elle peut être organisée, sur un même sujet, à l'échelle du territoire concerné, quartier, commune, région, territoire national. Alors l'avis obtenu est fiable et a vraiment du sens⁽¹⁴⁾. Reproduites à l'international, ces procédures permettraient la confrontation des avis des citoyens du monde, libérés des principes directeurs du capitalisme qui ne conduit qu'à la ruine, ce qui pourrait amener tous les pays à se consacrer pleinement à la défense de l'environnement, à la coopération économique réelle entre les peuples.

C'est par ces conventions citoyennes que le peuple s'aperçoit de l'incompatibilité des principes liés au capitalisme avec les besoins réels de l'humanité. Elles démontrent combien ce capitalisme est incompatible avec la démocratie. Combien de recommandations générées par ces conventions, comme celle organisée dernièrement pour la préservation du climat, sont annulées par les gouvernements actuels à la solde des possédants, tant elles s'opposent au fonctionnement du système capitaliste. Que pense Jacques Testart des débats publics organisés par la Commission nationale du débat public? «C'est une arnaque! Ces débats publics sont des leurres démocratiques. Ils ne servent qu'à discréditer les conventions de citoyens.»⁽¹⁵⁾

Cette incompatibilité montre que la solution pour sortir de ce système dévastateur aussi bien au niveau de l'espèce humaine que de l'environnement, revient à la reprise en possession par le peuple de la politique, du domaine législatif et à un contrôle permanent de l'exécutif et du judiciaire. Il faut nous réapproprier ces exercices afin que le présent et notre avenir nous appartiennent réellement alors qu'aujourd'hui nous les subissons, impuissants. Les soumissions récentes subies, et maintenant au sujet de la guerre en Ukraine, des accords de libre-échange... doit-on les accepter au nom de notre soi-disant incompetence, de notre trop grand nombre, au nom de tous les prétextes aussi farfelus les uns que les autres? Aujourd'hui, nous avons l'Internet à notre disposition, un outil qui pourrait nous servir? Ou non, qu'en est-il?

• • •



⁽¹³⁾ Entretien avec Jacques Testart, *Conventions citoyennes : lignes rouges et leviers*
<https://youtu.be/iDhWQbduo0>

⁽¹⁴⁾ Jacques Testart, *L'humanité au pouvoir, Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*, éd. du Seuil

⁽¹⁵⁾ Reporterre, Jacques Testart : « Il faut un contrôle citoyen de l'activité de recherche », 17 mai 2017
<https://reporterre.net/Jacques-Testart-II-faut-un-contrôle-citoyen-de-l-activité-de-recherche>

LA DÉMOCRATIE ET INTERNET

Pour de nombreuses personnalités, politiques et sociologues, Internet a constitué, à leurs yeux, une vraie opportunité pour la démocratie, en recollant les opinions de tous avec l'idée de protéger l'individu — en ce qui concerne sa liberté d'opinion et le respect de ses intérêts particuliers.

Internet aurait pu s'avérer la source rénovatrice de la souveraineté populaire par la facilité de mise en relation, de conversation sur des sujets d'actualité. Cependant, l'espérance de progrès démocratique que pouvait porter Internet a été contrariée en invitant plutôt à renforcer nos convictions et nos préjugés. Les formes de délibération citoyenne qui y ont été initiées par des institutions publiques se sont révélées décevantes. Tout comme la tentative de renouvellement du processus électoral en offrant une facilité de consultation directe.

Les tentatives pour amener le public à s'investir davantage dans la participation à la vie politique par le biais d'Internet et des réseaux sociaux se soldent par des échecs car le public s'aperçoit que ces concertations ne sont que des leurre, concertations qui ne sont prises en compte que si l'opinion majoritaire va dans le sens de l'intérêt capitaliste, du commerce et de la marchandisation de toute proposition.

En libérant l'expression des individus au sein d'un espace public, Internet est devenu la cible de la censure avec la loi Avia du 24 juin 2020, au nom de la lutte contre les "contenus haineux", avec la loi controversée SREN contre le harcèlement sur les réseaux sociaux, puis contre les dérives sectaires, loi actuellement en débat au parlement, qui s'attaquerait aux opposants et critiques d'une stratégie gouvernementale. Ces contrôles judiciaires sont élaborés pour des causes légitimes, mais peuvent devenir liberticides en cas d'intentions totalitaires gouvernementales notamment en matière de santé, de lutte écologique, de relations internationales, etc.

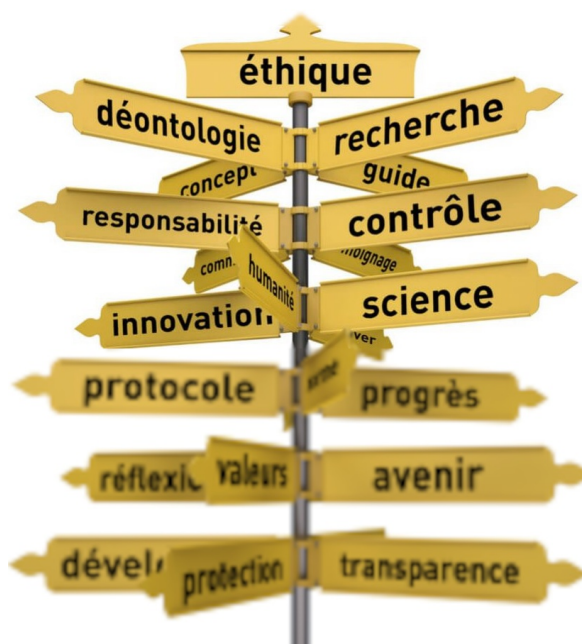
Internet reste cependant un moyen favorable à l'acquisition et à la transmission d'informations en tous genres. Il facilite les mobilisations collectives, pour des manifestations politiques, des spectacles, des commémorations, etc. Quant aux pétitions, les seules qui fonctionnent sont celles qui facilitent ou justifient les initiatives gouvernementales comme le montre le succès récent de *L'affaire du siècle*, pétition la plus signée de l'histoire de France avec 2,3 millions de signatures. Ce fut une campagne initiée par quatre associations (Fondation pour la nature et l'homme de Nicolas-

Hulot, Greenpeace France, Notre affaire à tous et Oxfam France) le 17 décembre 2018 et visant à poursuivre en justice l'État pour inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un bon moyen pour justifier les multiples réglementations et lois destinées à imposer les technologies de développement durable, telles les technologies ajoutées (filtres...), les éoliennes, les voitures électriques, les panneaux solaires, la réglementation agricole, l'isolation thermique des bâtiments..., avec une propagande incessante au niveau de l'éducation scolaire, de l'information médiatique, jusqu'au niveau de la publicité.

Le gros défaut d'Internet par rapport aux conventions citoyennes reste l'impossibilité de faire apparaître *l'humanité*, cette faculté humaine d'orienter ses pensées pour le bien commun, en oubliant ses propres intérêts, faute de la possibilité d'organiser un vrai débat en présentiel autour d'un sujet défini et géré par un médiateur neutre.

MAÎTRISER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

De nos jours et plus particulièrement à l'avenir, les technologies entendent avoir un impact considérable sur la vie quotidienne de la population, et en conséquence sur sa vie professionnelle, individuelle et sociale. Les choix technologiques sont actuellement réservés aux industriels et aux pouvoirs publics. Que le peuple se réapproprie le pouvoir en organisant des débats concernant l'ensemble des possibilités technologiques, et décide de leur sélection et usage à la place de ceux qui les imposent, est donc devenu primordial.



(@ENS de Lyon)

Aujourd'hui, ces choix technologiques sont responsables des conditions d'extraction des matières premières, de la production des biens et services, et de l'invasion des déchets. Ils nécessitent la consommation d'énergie produite par des moyens polluants. Compte tenu des menaces graves qu'ils génèrent sur la santé de notre monde et sur la vie humaine et générale, ils ne peuvent plus se trouver dans les mains d'un système économique insatiable et destructeur.

Jacques Testart le dit explicitement: «*Démocratiser la science ne signifie pas contrôler la recherche fondamentale. Il s'agit de contrôler la recherche dite "finalisée", c'est-à-dire celle qui est menée en vue d'un but précis et déjà décidé en amont, comme le dépôt d'un brevet ou le lancement d'un produit sur le marché. Cette recherche doit être placée sous le contrôle citoyen. [...] Il ne s'agit pas de bloquer toute la recherche ou toute production de connaissances. On exige simplement qu'il y ait un contrôle citoyen de l'activité de recherche. Comme les citoyens paient la recherche, via l'impôt, et en paient même les pots cassés, on ne voit pas pourquoi ils n'auraient pas leur mot à dire.*»

MAÎTRISER SON ÉCONOMIE

Ce qui apparaît important de retenir, c'est la preuve du potentiel de compétence contenu en

chacun pour participer au domaine politique à la condition d'acquérir l'autonomie capable de générer le citoyen qui est en chacun de nous. Dès lors, il surgira l'évidence que la coopération générale, permettra au peuple de se réapproprier les clés de son destin en votant ses propres lois et sa Constitution, et surtout en créant sa propre économie, et balayant d'un revers de main ce capitalisme scléroté.

Dès lors, chacun étant devenu un véritable citoyen, ressentant son appartenance à un groupe social dans lequel il est reconnu et estimé, la mise en place d'une économie basée sur le don réciproque est possible. Non pas un don réciproque d'individu à individu, mais un don réciproque entre l'individu et la société, tel que cela pourrait être vécu dans une Économie Distributive.⁽¹⁶⁾

L'individu entretient ses forces, ses capacités et sa compétence pour les offrir librement, dans l'élan du don. Elles ne sont plus accaparées ou volées par un chantage dégradant. Il reçoit de la société un bien-être à la fois matériel et psychologique, fruits de l'ensemble des dons individuels décidés démocratiquement par tous.

François CHATEL

(16) François Chatel, *La place du don*, GR N°1125, novembre 2011

COURRIER DES LECTEURS

Guy Évrard commente l'article "La vénération du travail" par Amine Boukerche publié dans notre dernier numéro:

Le thème du travail est embrassé de manière très intéressante dans cet article. L'approche historique autant que philosophique offre une bonne base pour continuer la réflexion comme nous y invite à nouveau l'agitation politique actuelle sur le sujet. On aurait pu évoquer aussi la contribution d'André Gorz, qui entretenait une relation fructueuse avec la GR.

Cette nécessaire réflexion, qui s'inscrit dans celle toujours renouvelée sur la condition humaine, participe bien aussi à notre projet de dépassement du capitalisme inféodé à la croissance et, de manière urgente, pour sauvegarder la vie sur Terre.

Il me semble que deux écueils sont à éviter, particulièrement aujourd'hui :

(1) Le libéralisme ayant démontré son habileté à dévoyer des courants de pensée en cours, la tentation serait grande de la promotion d'un post-humanisme, même en apparence seulement philosophique !
(2) Ne pas couper l'herbe sous le pied des luttes sociales, politiques et syndicales qui visent à l'émancipation des travailleurs dans les entreprises, de meilleurs salaires et une plus juste répartition des richesses produites. On doit pouvoir faire avancer les idées en même temps que les conditions matérielles, détachées des objectifs de croissance.

François Chatel apporte également un point de vue sur l'article "La vénération du travail":

La nature humaine est le fourre-tout de nos méconnaissances. L'humain n'a rien d'un être paresseux. Pourquoi dans ce cas l'Économie Distributive propo-

serait le revenu universel garanti sans contrepartie de travail ? L'humain aime les activités sociales afin d'acquérir les sentiments d'appartenance et de reconnaissance et pourquoi pas le prestige, et les activités individuelles pour la formation de soi, l'acquisition de connaissances. Cependant il n'aime pas l'activité unique, répétitive, car il n'est pas un robot. Quelles solutions afin d'améliorer notre relation au travail ? Tout d'abord, bannir le mot travail mais parler d'activité que chacun doit choisir afin de trouver "sa place" dans la société. Et il y en aura plusieurs pour chacun. Reconnaître toute activité à égalité avec les autres. Chacun doit pouvoir s'exprimer dans une activité politique (conventions citoyennes, assemblées citoyennes, etc.), dans sa vie familiale, et associative et trouver du temps libre pour se reposer et s'adonner aux loisirs.

L'engagement citoyen implique une réappropriation du pouvoir. François CHATEL analyse son organisation autour des partis politiques dans notre régime représentatif.

Les partis politiques

SIMILITUDE AVEC L'ARBRE

L'existence de la Démocratie, la vraie, directe, ressemble à celle d'un arbre. Il lui faut des racines, ces structures appropriées qui vont permettre de puiser les ressources nécessaires et notamment l'eau, ce courant vital, que l'on peut comparer avec cette culture issue de nos racines communes partagée qui fait l'identité d'une société. Cette culture court dans nos veines et inonde nos cellules, sculpte notre personnalité et nos pensées. Cette eau et les nutriments qu'elle transporte proviennent d'un terrain dont la composition varie en fonction de son histoire sans négliger les apports extérieurs capable de l'enrichir et non de le polluer. Ces structures vont favoriser la coopération avec des entités extérieures, des alliés qui vont le nourrir et le protéger. Pour l'arbre, c'est le cas de certains champignons et d'arbres voisins. Pour la Démocratie, ce sont des nations amies aux systèmes politiques et culturels proches, ce sont d'autres nations pourvoyeuses de ressources et d'échanges. Il lui faut un tronc solide représenté par la Constitution qui saura soutenir la Démocratie et qui, pour l'arbre, constitue les règles de distribution des ressources dans toute sa structure. Les branches sont les articles de cette Constitution, certaines se développent, d'autres sont éliminées ou trop fragiles se cassent. Elles portent les feuilles, qui, par le procédé de la photosynthèse, vont créer des sucres qui vont jouer un rôle crucial dans la croissance, le développement et la survie de l'arbre. Les citoyens tels les feuilles, voient l'expression de leurs lumières, leurs idées, leurs capacités, se trouver mobilisées, orientées, encouragées, grâce à la politique, définie par les règles de la Constitution, pour produire les ressources indispensables à la subsistance et au progrès de la Démocratie.

Sur cette Terre, tout être vivant est soumis à la prédation, sous différentes formes, virus, microbes, champignons, prédateurs, vieillissement, climat. Cependant tout être sain est capable de développer des moyens pour s'en défendre et produire différentes substances pour éloigner l'ennemi ou bénéficier de l'aide d'alliés fidèles, par homéostasie. L'arbre est capable de produire des substances chimiques dissuasives, de s'adapter jusqu'à un certain point aux sécheresses et au froid, certains aux incendies ou aux inondations, de recevoir et divulguer des avertissements à ses voisins en mêlant leurs racines. Cependant, ils sont vulnérables aux attaques qui s'infiltreront dans une plaie, branche cassée, fissure due au gel, etc., ou sous la forme de champignons parasites.⁽¹⁾

L'ENNEMI: LE POUVOIR

Il en est de même pour la Démocratie. Par ses structures saines, sa constitution solide, ses citoyens maîtres de la politique, elle est capable de se défendre. Mais son plus grand ennemi, le parasite suprême, c'est le pouvoir, véritable poison qui la conduit à sa perte en la transformant en oligarchie, en aristocratie ou en dictature.

Suivant la pyramide des besoins de Maslow, en tant qu'être humain, au même titre que nous avons des besoins physiologiques, chacun est soumis plus ou moins à des besoins psychologiques, comme le besoin de structure, ou de sécurité et de protection, le besoin de stimulation dans un groupe social et le besoin de reconnaissance qui permet l'estime de soi et l'auto-accomplissement. Afin de parvenir à obtenir des réponses favorables à ces besoins, sous la pression de la réalité, la plupart accepte soit d'obéir, soit de chercher la compromission, quand d'autres opteront pour la domination.

⁽¹⁾Peter Wohlleben, *La vie secrète des arbres*, éd. les Arènes

Un grand nombre de sociétés ancestrales confrontées à ce fléau, ont réussi à s'en prémunir par l'instauration de garde-fous. Tirages au sort des représentants, mandats courts, surveillance et contrôle permanents, assemblées citoyennes, lois et sanctions, rédaction de constitutions. Depuis des millénaires, il existe un moyen pour les obsédés du pouvoir d'obtenir la domination: la guerre.

Tout dominant sait qu'en cas de guerre le peuple va chercher un guide, expert, protecteur, conducteur, paternel. C'est pourquoi, celui-ci aspire à créer les conditions propices à la guerre, un climat de menaces permanent ou une nécessité de conquête, afin d'instaurer une hiérarchie à son service pour obtenir l'obéissance totale qu'il tentera de perpétuer en maintenant son peuple dans la peur et en instaurant des règles, des lois qui protègent son statut. Soyons attentifs et méfions-nous de cette manipulation par la peur, de toute argumentation fallacieuse, des prétextes mensongers, de ces appels à la mobilisation, en faveur d'une guerre soi-disant justifiée.

LA BOURGEOISIE AUX COMMANDES

Pour la bourgeoisie dominante, la Démocratie, la vraie, celle du Peuple aux commandes de la Nation, est son plus grand ennemi. Elle se doit donc de l'empêcher, de l'étouffer, de détourner toute velléité d'apparition, afin de se garantir le pouvoir. Combien de répressions brutales envers les tentatives de mise en place de Démocraties réelles. Rappelons-nous la Commune de Paris, la Makhnovchtchina en Ukraine, les communautés agricoles et industrielles pendant la guerre civile en Espagne, le PKK kurde, le zapatisme au Mexique... En fonction des situations, la bourgeoisie pourra imposer la monarchie ou la dictature, sinon elle inventera la démocratie représentative, en détournant le mot de sa définition première et en attribuant les rôles de représentants à des subordonnés.

Pour la Démocratie réelle, le pouvoir est le plus sournois des parasites car il agit comme un



(@vecstock - Freepik)

champignon nuisible dans un arbre, envahissant l'ensemble du corps social. Comment ce fléau a-t-il pu trouver la brèche et s'insinuer sournoisement? Par une plaie ouverte sciemment qui s'appelle, l'élection. Il a suffi de deux arguments discutables au XIX^e siècle: le premier a consisté à persuader le peuple de son incompetence, de ses faiblesses pour diriger une nation, de lui inculquer que la politique et l'économie sont affaires d'experts. Le second s'appuie sur l'impossibilité de consulter l'ensemble des citoyens dans une nation trop étendue et à la démographie importante. Si cette argumentation était à l'époque quelque peu recevable en raison du niveau d'instruction précaire de la population et des difficultés de communications, aujourd'hui ce n'est largement plus le cas. Mais, pour remplacer une monarchie désormais impopulaire, les malins bonimenteurs au service des riches ont offert au peuple, en guise de liberté, d'élire ses représentants, par le suffrage universel, de choisir ceux qu'il pense les plus aptes à gouverner à sa place suivant son opinion majoritaire. Or, il suffit de constater que les dèssont pipés, que ces candidats aux élections, quelle que soit leur orientation politique, droite, centre, gauche, extrêmes, sont au service de ceux qui les financent. Les riches n'ont rien à faire de la couleur politique, qu'importe pour eux les lois qui dirigent les mœurs et les affaires sociales, ce ne sont pas leurs problèmes, seul compte le respect de leurs affaires commerciales et financières, leurs profits et la protection des règles du capitalisme. Ils favorisent, par la corruption et par l'intermédiaire des médias qu'ils possèdent, ceux qui inclinent dans leur sens, politiciens, scientifiques, journalistes...

• • •

• • • L'élection, enjolivée par la propagande, est même devenue tel un sacrement, un rite sacré de passage à l'âge adulte. Celui qui s'abstient d'élire est montré du doigt comme un paria, tels ceux il y a peu qui n'allaient pas aux offices religieux, les non-baptisés, les femmes qui avaient des rapports sexuels avant le mariage, celles qui utilisaient des remèdes naturels s'opposant à la fatalité divine, ceux qui avaient une sexualité non conventionnelle, ceux qui par exemple s'opposent à la doxa en situation d'épidémie... Élire un candidat à la représentation nationale, député ou président, revient à choisir le cadenas qui va fixer la chaîne et le boulet à sa cheville. L'élection revient à signer son contrat d'asservissement, d'accepter de se défaire de son vrai rôle de citoyen, la proposition et le vote des lois, de dénaturer et salir le vrai visage de la Démocratie. Invariablement, l'élection place les riches au pouvoir et protège le système qui les enrichit⁽²⁾.

Élire et voter ne sont pas synonymes, loin de là dans le domaine de la politique. Élire, revient à choisir ses maîtres qui pendant cinq ou six ans décident tout à la place du Peuple, souvent même en reniant ou oubliant leurs promesses de campagne. Aucun contrôle ou révocation n'est possible pendant la durée de leur mandat, à part le souci de leur réélection, qui dépend en grande partie du soutien des riches mécènes. Voter, c'est différent, c'est décider, des lois, celles de la Constitution, le plus souvent en réponse à une question posée par référendum, tel celui de 2005 sur la constitution européenne, le dernier. Pourquoi, aucun référendum depuis cette date ? Parce que voter est dangereux pour les politiciens et les riches qui refusent toute insertion du Peuple dans leurs affaires. Ainsi, la décision de refus adoptée par celui-ci contre la constitution européenne fut balayée d'un revers de main en 2008 par le traité de Lisbonne, ratifié par le président de la République, cette fois sans concertation auprès du Peuple.

LES PARTIS POLITIQUES

« Les partis sont un merveilleux mécanisme par la vertu duquel, dans toute l'étendue d'un pays, pas un esprit ne donne son attention à l'effort de discerner, dans les affaires publiques, le bien, la justice, la vérité. »

⁽²⁾ Remarque : l'élection peut trouver sa place pour la désignation d'un maire dans les petites communes de 5 000 habitants ou moins, mais elle n'est pas la meilleure solution.

⁽³⁾ Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, éd. Allia.

⁽⁴⁾ Étienne Chouard
<http://www.chouard.org/2018/03/12/reflexions-sur-les-partis-politiques>.

(...) Si on confiait au diable l'organisation de la vie publique, il ne pourrait rien imaginer de plus ingénieux.»⁽³⁾

Sur les élections, parasites de la Démocratie, viennent se greffer et profiter de ce fléau, les partis politiques destinés à gagner les places enviées de députés ou président de la République. *« C'est l'élection qui rend les partis nécessaires et désirables. Y renoncer en adoptant le tirage au sort permettrait de s'en débarrasser, sans même avoir à les interdire puisqu'ils disparaîtraient faute d'intérêt à ce qu'ils survivent »*⁽⁴⁾. Ces partis sont organisés suivant une logique militaire (chaque membre est un militant) réclamant l'obéissance des membres à une hiérarchie asservie à son chef, protégé par les possédants. Tout manquement à la discipline imposée, toute contestation des directives est sanctionnée par une invitation à démissionner ou à une exclusion du parti. Leur but, obtenir le pouvoir, obsession loin de l'entretien du bien commun. De plus, ils font croire au peuple que chacun d'eux défend des valeurs différentes aux autres partis, qu'ils se battent entre eux pour des idéologies indispensables pour le bien commun. Ils sont tous à se crêper le chignon pour des problèmes qui, certes, vont impacter la vie quotidienne des citoyens comme les retraites, les salaires, les immigrés, le prix de l'énergie, le pouvoir d'achat, la guerre en Ukraine, en Palestine... Tout cela ne fait que perturber le Peuple, y créer des dissensions, des conflits, de la peur, et de le distraire de ce qui est le plus important, de ce qui est la cause principale de tous ces maux et tourments, de ce qui l'asservit, de ce qui ronge le corps, le tronc, de la Démocratie : l'économie capitaliste. Aucun parti principal, de ceux qui reçoivent le plus de subventions et de temps de parole dans les médias en fonction des scores aux scrutins, et du nombre de députés, ne la remet en question.

LA POLITIQUE

En vraie Démocratie, le rôle du citoyen est de voter et de faire de la politique. Voter les lois qui sont proposées par nos représentants tirés au sort et contrôlés comme il se doit, basées sur des propositions élaborées et étudiées en assemblées citoyennes, expérimentées avec succès par l'association Sciences Citoyennes sous l'impulsion

de Jacques Testart⁽⁵⁾. La politique n'est pas une profession, elle n'est pas réservée à des "élites", elle appartient à chacun et à tous. Elle est le propre de tout humain appartenant à un corps social. Elle représente un espace culturel à redécouvrir et à se réapproprier. C'est une priorité pour les prochaines générations. Voilà une matière à enseigner dans les écoles à tous les élèves sans exception, au même titre que de savoir lire, compter ou écrire. Apprenons à nos enfants à faire de la politique, à savoir débattre, à s'écouter et à chercher les compromis favorables au plus grand nombre. Il nous faut redécouvrir cette particularité humaine proche de l'empathie, de l'esprit communautaire, l'*"humanité"*⁽⁶⁾ de Jacques Testart permettant à chacun de prendre des décisions politiques dans tous les domaines que ce soient les

nouvelles technologies et leurs usages, les énergies, la production, la consommation, la monnaie, les relations internationales, l'aménagement du territoire, le choix des règles économiques, la justice, etc.

Éliminer le pouvoir d'une minorité sur le peuple, se débarrasser des lois et d'une constitution au service des riches possédants, et les réécrire pour tous se protéger, se réapproprier le vote et se passer de l'élection, c'est détruire le capitalisme en choisissant de mettre en place un autre système économique capable de démocratiser l'exercice de la politique, de donner du temps pour s'y consacrer, en toute égalité et liberté, comme le propose l'Économie Distributive.

François CHATEL

⁽⁵⁾ La convention de citoyens

<https://sciencescitoyennes.org/wp-content/uploads/2017/09/SciencesCitoyennes-CdC.pdf>

⁽⁶⁾ Jacques Testart, *L'humanité au pouvoir : Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*, éd. Seuil.

• TARIFS D'ABONNEMENT (11 NUMÉROS)

France, régime intérieur pour la Poste27 €
(soutien : + 18 €, pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros)

DOM30 €

TOM32 €

Régime international, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :

Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, ...).....32 €

Zone 2 (Autres pays européens).....32 €

Zone 3 (Canada, États-Unis,...).....34 €

Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...).....34 €

• RÈGLEMENTS

Par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de :

La Grande Relève

et envoyé au :

6 rue nationale

35410 Châteaugiron

France

Par virement bancaire :

IBAN : FR76 1558 9351 4708 7826 7204 041

BIC : CMBRFR2BARK

☐ Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour une série de 11 numéros.

NB : Les paiements prolongeant l'abonnement au-delà de 12 numéros après le numéro courant seront convertis pour l'excédant en contribution à la Grande Relève. Merci pour votre compréhension.

Voici comment rédiger mon adresse postale (merci d'écrire en capitales bien lisibles) :

M. ou Mme PRÉNOM, NOM :

IMMEUBLE (éventuellement) :

N° et VOIE :

CODE POSTAL ET COMMUNE :

PAYS :

Mon @dresse électronique :

J'envoie la somme de : euros.

☐ Par chèque N° préciser la banque :

☐ Par virement bancaire.

Date :

Signature :

CE QUE NOUS PROPOSONS

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR

Des livres de Jacques Duboin et de Marie-Louise Duboin ont été numérisés et mis à disposition en téléchargement sur notre site Internet, section "Livres numériques". Ils sont au format ePub et en PDF, et peuvent notamment être lus sur les liseuses. N'hésitez pas à les partager à vos connaissances!

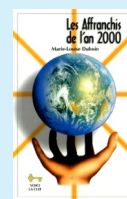
• DE JACQUES DUBOIN

- *La grande relève des hommes par la machine*, 1932
- *Kou l'ahuri ou La misère dans l'abondance*, 1934
- *Libération*, 1936
- *Rareté et abondance*, 1945
- *Économie distributive de l'abondance*, 1946
- *L'économie distributive et le péché originel*, 1949
- *Les yeux ouverts*, 1955
- *Pourquoi manquons-nous de crédits?*, 1961

• PLUS RÉCEMMENT, DE M.-L. DUBOIN

- *Les Affranchis de l'an 2000*, 1985

Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société.



- *Mais où va l'argent?*, 2007

L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Dirigé et mis en page pendant 45 ans par Marie-Louise DUBOIN

Direction et mise en page : Yohann GRELIER

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Imprimé par média graphic

23 rue des Veyettes – CS26303 – 35063 Rennes Cedex

SCOP labélisée Imprim'Vert, impression avec encre végétale, papiers FSC ou PEFC

Édité par l'Association pour l'économie distributive

6 rue nationale – 35410 Châteaugiron

redaction@grandereleve.fr

www.economiedistributive.fr